

Jens Otto Krag, Le Danemark à l'heure du marché commun

Légende: Premier ministre danois de 1971 à 1972, Jens Otto Krag note dans son journal personnel le processus qui a conduit le Danemark à adhérer à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: KRAG, Jens Otto. Le Danemark à l'heure du Marché commun, Bloc-Notes 1971-1972. Paris: Plon, 1974. 233 p. (Tribune Libre).

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/jens_otto_krag_le_danemark_a_l_heure_du_marche_commun-fr-6f6b3f5e-2103-49c1-b4a9-0ef803fb2cae.html

Date de dernière mise à jour: 24/10/2012

Jens Otto Krag, *Le Danemark à l'heure du Marché commun*

[...]

Vendredi 17 décembre

Mercredi matin, j'ai dû faire quelques sérieuses mises au point à la commission des marchés. La sous-commission sur la législation foncière élaborée dans le cadre de l'adhésion du Danemark à la C.E.E. est paralysée par un désaccord général, chaque ministre s'appuyant sur ses fonctionnaires. Cela ne peut pas durer. J'ai obtenu la promesse qu'un engagement unanime serait pris, éventuellement après un entretien avec moi, à la première ou à la deuxième réunion des Ministres après le Nouvel An. Hier, au Parlement, au cours du débat sur le Marché Commun, j'ai promis que les projets de loi s'y rapportant seraient examinés aux alentours du 1^{er} février et qu'ils pourraient éventuellement être soumis un peu avant cette date à l'examen de la commission des marchés. Dans son intervention, Baunsgaard a insisté sur l'unité qui devait régner entre les quatre partis favorables au Marché Commun. Cela restituerait aux Radicaux leur ancienne position de force, mais il n'a pu obtenir de promesse sur ce point. Ninn-Hansen s'est adressé à moi, en privé, dans le même but, désirant que soit organisée une négociation confidentielle entre ces quatre partis, comme celle que nous avons eue mardi. Je lui ai répondu que les cinq partis, et pas un de moins, devaient participer à cette législation. Il n'était pas d'accord. Mais les Libéraux et les Conservateurs ne peuvent pas s'opposer à l'adhésion danoise, même si les lois-cadres en matière foncière ne leur conviennent pas.

Le débat sur le Marché Commun a été fort long. Commencé à 9 h 30, il s'est terminé à 20 h 30, avec une courte interruption pour le déjeuner. Au plus fort de la discussion, il n'y avait pratiquement que des opposants qui s'exprimaient, dont Svend Auken de notre groupe et Aksel Larsen des Socialistes du Peuple. Leurs arguments manquaient de force et de solidité. Face aux réponses, - d'Ivar Norgaard, de Nyboe Andersen et de moi-même en particulier – ils se contentaient de récidiver, sans rien apporter de nouveau. Par exemple, Aksel Larsen a tenté de soutenir que le droit romain serait introduit au Danemark. Quand nous lui avons appris qu'il n'en serait rien, il est resté muet. Brauer et lui ont artificiellement cherché à produire un effet mélodramatique en citant des dispositions de la C.E.E. en langue allemande et Aksel Larsen a comparé le Marché Commun à la « Neu Europa » de Hitler. Une telle « argumentation » porte en elle-même sa condamnation et je n'en veux pour preuve que la réaction de l'un de nos sceptiques qui a déclaré être devenu partisan convaincu de l'Europe rien qu'à en écouter les détracteurs. Au cours du débat, nouvelle de l'annonce par Bratteli à la télévision norvégienne que la Norvège allait très vraisemblablement signer le Traité d'adhésion en même temps que les autres pays candidats. Je dois lui demander s'il a l'intention de se rendre à Bruxelles pour la signature. Personnellement, je suis très tenté de le faire.

[...]

Lundi 31 janvier

Christiansborg. 17 heures. Bonne réunion d'information aujourd'hui pour le groupe et les candidats non élus. Cent trente-cinq questions travaillées et rédigées en petits comités, consacrés chacun à un problème particulier, le marché du travail, le commerce, la production, etc. Ivar Norgaard, Jens Christensen et Ersboll ont donné de bonnes réponses. Le groupe estimait que le gouvernement devait exposer ce qu'il comptait faire dans l'hypothèse où le référendum se solderait par un résultat négatif. J'ai répondu à cela que l'adhésion de la Grande-Bretagne allait entraîner des changements importants pour l'Europe et pour le Danemark, et que la ligne de conduite des Sociaux-Démocrates consistait à vouloir faire entrer notre pays dans la C.E.E. en même temps que l'Angleterre, sous certaines conditions, lui permettant ainsi de bénéficier à court et à long terme de toute une série d'avantages précis. S'il en est qui refusent d'approuver cette politique et qui acceptent la responsabilité d'un « non » et des multiples conséquences qui en découleront, c'est à ceux-là qu'il revient de proposer une alternative politique pour faire face à la situation extrêmement difficile qui se trouvera ainsi créée.

[...]

Mardi 1^{er} février

Le gouvernement norvégien déposera le 3 mars son projet de loi portant sur la date du référendum. Je lui ai carrément demandé si cela l'intéresserait que nous décidions ensemble d'une date commune, reposant sur une argumentation commune à définir. Mais il ne voulait pas se risquer dans cette voie. Il ne pensait pas, tout compte fait, que le gouvernement norvégien ait quoi que ce soit d'essentiel à dire, sinon qu'il préférerait voir le Danemark voter en premier. Il estimait en conclusion que chaque pays devait à présent prendre sa propre décision, compte tenu de sa situation particulière. La discussion sur la prise de position du Danemark à l'égard du Marché Commun n'avait pas tenu une grande place dans le débat norvégien et il ne souhaitait pas que cela se produise maintenant. J'ai attiré son attention sur le fait que la position norvégienne jouait un rôle essentiel dans le débat danois, à tel point qu'elle était même considérée comme une condition dans le mouvement syndical, où il était exclu de dire « oui » si la Norvège votait « non ». J'ai ajouté qu'il était fort possible que le Congrès extraordinaire du Parti social-démocrate adopte la même attitude. Il m'a répondu qu'en Norvège on prévoyait simplement l'adhésion de tous les pays candidats, et donc celle du Danemark. J'ai dit qu'il nous fallait encore réfléchir.

Je crois qu'une décision relativement rapide s'impose à présent, peut-être *avant* le 3 mars. Echangé quelques mots avec Nyboe Andersen. Je lui ai dit qu'une absence de décision de notre part dans un avenir proche pourrait être interprétée comme un signe d'incertitude. Il partageait mon opinion. Il préférerait probablement que le Danemark se prononce avant la Norvège, mais il n'en a rien dit. Par contre, il a souligné la nécessité d'un nouveau débat parlementaire trois semaines environ avant le référendum, quelle qu'en soit la date. J'ai approuvé.

[...]

Dimanche 28 mai

Marienburg. 19 heures. Passionnante conférence avant-hier avec le personnel des abattoirs sur le thème du Marché Commun. J'avais Karl Hjortnaes pour adversaire. La controverse européenne est visiblement dans le creux de la vague et si les auditeurs se sont montrés attentifs, ils ont cependant bien peu participé à la discussion. Malgré de bonnes interventions concrètes de Hjortnaes, il ne faisait aucun doute que la balance penchait fortement du côté de la C.E.E. Ce qui peut s'expliquer en partie par l'intérêt de la profession à maintenir ses exportations de bacon en Angleterre et à augmenter ses exportations de viande de boucherie vers le sud, mais qui peut également être attribué à un renversement général de la tendance, surtout après la gaffe commise par Hans Rasmussen au congrès de la centrale LO à Aalborg il y a une huitaine de jours. Son discours visait trop bas pour nous atteindre, Per Haekkerup et moi. J'ai suivi le débat à la télévision et rien qu'à voir son dos qui passait par moments devant l'écran, on sentait qu'il se considérait lui-même comme perdant.

[...]

Vendredi 15 septembre

« Campagne électorale » comme l'année passée, mais cette fois il s'agit de l'Europe. Hier, réunion à Roskilde. Deux cent cinquante participants. Le débat a duré deux heures trente dans une atmosphère calme, mais très empreinte de doute. J'ai pourtant trouvé un appui chez deux partisans de l'Europe qui d'habitude ne prennent jamais la parole. Avant-hier, Bornholm. De nouveau l'énorme salle d'Aakirkeby où se pressaient trois cents à quatre cents auditeurs. Ouvriers et agriculteurs, ainsi qu'un petit groupe du comité anti-C.E.E. avec qui j'ai dû discuter pendant trois heures. C'est uniquement une question de résistance physique et de patience. Une jeune femme blonde, vêtue de mauve, m'a crié: « Tu mens, Krag ! » Je lui ai demandé pourquoi diable j'irais jusqu'à Bornholm pour raconter des mensonges. Les applaudissements étaient nourris mais je crois quand même que la salle était très partagée. Le doute quant à la victoire s'insinue jusque dans les milieux bourgeois. Pourtant, les signes favorables existent, eux aussi. Dans une ville du Jutland (qui n'est pas Randers), un vote a été organisé dans des Centres de convalescence où les « oui » l'ont largement

emporté. On se sert malhonnêtement de Palme contre nous. Dans le *Berlingske Tidende* et à la radio, on rapporte qu'il aurait annoncé son intention de relancer le Nordek si le Danemark et la Norvège se prononcent pour le « non ». Je lui ai télégraphié hier une proposition de texte déclarant qu'il ne voulait pas se mêler des référendums danois et norvégien et que la Suède travaillerait à construire la coopération nordique, quelle que soit l'issue des consultations.

[...]

Accord à la réunion ministérielle pour procéder à la fermeture du marché des changes en cas de victoire des « non » au référendum danois. Attendre pour faire flotter la couronne que des négociations aient eu lieu entre partis et organisations. Réunion ensuite avec Hoffmeyer, où nous avons décidé que, si la couronne était soumise à de trop fortes pressions après un « non » norvégien, nous suspendrions le marché des changes dès le mardi 26.

Prends la parole dans deux réunions à Aalborg ce soir. Demain, Herning.

Jeudi 21 septembre

Marienburg. 17 heures. Un an aujourd'hui que les élections ont eu lieu. Je reviens des studios de la TV. Les anti-européens ont récupéré Hans Rasmussen malgré la déclaration qu'il avait faite de ne plus se mêler du Marché Commun, promesse qu'il a tenue pendant le Congrès mais pas ici. Vieil homme dans sa veste tricotée, il marche de long en large devant sa maison de Birkerød. Il ne parle pas, le texte est lu. Nous avons vu le film trois fois dans le courant de la journée et il m'est apparu qu'il existait un rapport étroit entre les allées et venues de Hans et le texte lui-même, mais cela m'étonnerait qu'on puisse saisir cette nuance à la première projection. Notre propre film s'est bien passé. Nous n'y nommons pas Rasmussen, nous ne faisons pas de polémique, mais Anker Jorgensen lui succédant immédiatement, donne une impression de force et de solidité.

Hier, réunion à la Fabrique de Porcelaine Royale, avec Auken. Une majorité de « non », mais combien de « oui » ? Plus de 30 % j'espère. C'est ce dont nous avons besoin.

Le soir, Kulsvierkroen.

Le sondage Gallup fait état d'une majorité grandissante pour le « oui », au Danemark, même dans le cas où la Norvège voterait « non ». Nous verrons. J'attends avec impatience le terme de ce long débat.

Nous sommes une dizaine à nous rassembler ici, avant le feu croisé télévisé et les questions par téléphone.

[...]

Dirch Passer (1) m'a téléphoné ce matin. Propose son nom pour une affiche en faveur du « oui » qu'il paiera cinq cents couronnes. Cela ne résoudra pas le problème.

[...]

Dimanche 24 et lundi 25 septembre : Référendum en Norvège. Insécurité monétaire au Danemark.

Mardi 26 septembre

Au Ministère. 8 h 55. Sosser m'a demandé ce matin si « la Norvège avait gagné ». J'ai dû lui répondre que non, la Norvège n'avait pas gagné. « Ils le savent à l'école ? » m'a-t-elle dit. Ils sont certainement au courant, car ils discutent beaucoup du Marché Commun. Elle ne va pas avoir la vie facile aujourd'hui. J'attends Haekkerup et Hoffmeyer; nous allons prendre la décision de fermer le marché des changes. Erling Dinesen et Erling Jensen se sont chargés de la réunion prévue à Lindo. J'ai dû m'excuser, le sort de la couronne passant en premier. Le problème est de savoir si nous devons également fermer le marché des obligations. Je

ne pense pas que ce soit nécessaire.

La tendance s'est modifiée deux fois dans le courant de la journée d'hier. D'abord, elle est passée d'un « non » très ferme à un faible « oui », que les anti-européens ont jugé sans importance, puis à un « non » modéré auquel ils ont accordé une importance énorme. En définitive, il y avait un écart de 7 % qui est sérieux, il faut bien le reconnaître. Je ne suis rentré que vers 4 heures du matin.

Il faut continuer à se battre pour le « oui » danois. La prise de position de la Norvège va, bien entendu, avoir des répercussions. Bratteli, qui démissionne, avait l'air soulagé.

[...]

Jeudi 28 septembre

Egernvej. 9 h 10. Hier, déjeuner avec Per et Eigil (Erling Dinesen était à Odense) consacré à l'examen de la situation en cas de victoire des « non ». Nous sommes d'accord pour refuser de « manger dans la main » de quelque côté que ce soit. Nous élaborons à présent un programme économique réaliste et positif, qui devra permettre de faire face à cette triste situation et contenant les décisions qui s'imposent ainsi que des propositions à tout l'éventail des partis politiques. Mais s'il ne se dessine pas de leur part un appui net et ferme, alors nous démissionnons. Même si la perspective d'une nouvelle campagne électorale en octobre est presque insupportable. La Social-Démocratie ne doit pas non plus s'user à mort dans une situation quasi impossible dont d'autres sont responsables.

Dans l'éventualité d'un changement de gouvernement, nous pouvons soutenir le regroupement des cinq partis, ou un gouvernement Socialiste-Radical ayant à sa tête un Social-Démocrate qui n'a pas besoin nécessairement d'être moi. Haekkerup est d'accord sur ce point.

[...]

Réunion à Randers avec une table ronde de cinq hommes. Trois cents à quatre cents auditeurs. Public moins nombreux qu'en mars, mais discussion intéressante et atmosphère positive: J'y ai sérieusement secoué Omann qui ne s'y attendait visiblement pas et qui a réagi en brandissant le sabre de bois des Socialistes du Peuple.

[...]

Bodil Kjer est critiquée pour son communiqué en faveur du « non » . Au même moment, Helle et Robert Jacobsen font paraître dans les journaux leurs déclarations sociales-démocrates préconisant le « oui ». Les extrêmes se rejoignent avec une ironie raffinée.

[...]

Samedi 30 septembre

Dans l'avion en provenance d'Oslo. 13 h 35. Sur la piste d'envol de l'aéroport de Fornebu traînait un journal. Un vieux journal ouvert à la page d'un communiqué en faveur du « non ». Opinion morte, que sa propre victoire avait tuée. Un avion a atterri et les pages jaunies se sont envolées par-delà les arbres et les montagnes, dans le bleu du ciel, sous un soleil éclatant.

Lundi 2 octobre

Egernvej. Voici venu le jour décisif. Helle et moi sommes allés voter vers 10 heures. Les photographes et la TV attendaient depuis plus d'une heure. Un véritable mitraillage. Les enfants comme d'habitude très intéressés par l'événement. Dans l'isoloir avec moi, Jens Christian a absolument tenu à tracer le deuxième trait de la croix. Je l'ai laissé faire et il s'est ensuite précipité pour glisser le bulletin dans l'urne en bois. Pour

faire plaisir aux photographes, nous avons dû répéter le geste de nombreuses fois. Déjeuner au « Queen's pub » avec Helle, les enfants et Pernille. La participation électorale est très forte, ce qui laisse augurer un « oui ». A Oslo, la participation avait baissé du fait des électeurs socialistes qui s'étaient abstenus massivement, décidant ainsi de la défaite. La forte participation électorale au Danemark devrait jouer en faveur du « oui ». Mais ne nous réjouissons pas trop vite. Je compte sur un « oui » massif dans le Jutland, qui ira décroissant à mesure que l'on se rapproche de la capitale où le « non » l'emportera. Si ce « non » est dû à une majorité limitée, le « oui » national devrait être assuré. Dans ce cas, j'ai d'intéressantes nouvelles concernant mon avenir personnel à annoncer à Dinesen et à K. B. Helle est la seule personne que j'aie mise au courant cet été de ma décision de me retirer en cas de victoire européenne. Elle paraît sceptique. Peut-être croit-elle que j'hésiterai au moment de sauter le pas? Je ne reculerai pas.

[...]

(1) auteur très populaire au Danemark